

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 19 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RABAS PROTEC

188 rue de Trignac
44600 Saint-Nazaire

Références : N5-2025-551
Code AIOT : 0006307631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement RABAS PROTEC implanté 188 Rue de Trignac à Saint-Nazaire (44600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RABAS PROTEC
- 188 Rue de Trignac 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006307631
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RABAS PROTEC exploite, sur le site de St-Nazaire, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Risque électrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8-3-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Rétention des liquides	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8.4.2-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 11-2-3-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 1.2.2	Sans objet
3	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 17-3	Sans objet
4	Risques incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 54	Sans objet
5	Risques incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 19-1	Sans objet
6	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 19-2	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-3	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-3-b	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-6 et 3-2-3	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-5	Sans objet
11	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 4-4-8	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5-1-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 1.2.2
Thèmes : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 30 août 2021, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 13/03/2022 et du 13/6/2024, pour la rubrique n° 2565-2a des installations classées pour la protection de l'environnement. Il est soumis à l'arrêté ministériel de prescription générale du 9 avril 2019 modifié par arrêté ministériel du 20 avril 2023 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) applicable aux installations classées soumises à enregistrement. Le site est également classé à déclaration contrôlée (DC) pour la rubrique n°2940-2-b.
Constats : L'exploitant indique que les caractéristiques des rubriques de classement 2565 (E) et 2940 (DC) n'ont pas évolué depuis le dernier arrêté préfectoral (APC du 13/6/2024). A cet effet, l'exploitant a présenté un tableau "diagnostic" des caractéristiques ICPE actualisé, qu'il a transmis à l'issue de l'inspection. Le système de dosage automatique de peinture a été mis en place. Il alimente directement la ligne de peinture automatique. Le système est utilisé pour la ligne de peinture manuelle mais l'apport du mélange se fait par des opérateurs. L'exploitant explique que ceci permet de réduire les déchets de peinture de 20 à 30%.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8-3-2
Thèmes : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre 11 de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant a transmis, avant l'inspection, le rapport de vérification des installations électriques n° 950S0/24/6001 du 21/11/2024 réalisé par SOCOTEC ainsi que le certificat Q18 associé. L'exploitant avait présenté lors de l'inspection de 2024 le rapport de vérification des installations électriques et le certificat Q18 réalisés en 2023. L'exploitant procède à la vérification annuelle de ses installations électriques. Il est mentionné dans le certificat Q18 que le vérificateur n'a pas pu accéder aux appareils en hauteur et/ou sous vasque, ils n'ont donc pas pu être vérifiés. Ils n'avaient pas été vérifiés les années précédentes (2023 et 2022). L'exploitant informe l'inspection des installations classées que cette information est erronée, car une nacelle a été mise à disposition du vérificateur pour accéder aux équipements en hauteur en 2024 et que cette vérification a bien été réalisée. L'exploitant va demander au vérificateur de modifier son rapport en conséquence.

Il n'y a aucune observation dans le rapport et le certificat Q18 conclut à une absence de risques d'incendie et/ou explosion liée à l'installation électrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit un rapport de vérification des installations électriques mis à jour par le vérificateur ou fait procéder à la vérification des équipements qui n'ont pas pu l'être lors de la prochaine vérification annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 17-3
Thèmes : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Détection des points chauds
Prescription contrôlée : Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuellement. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.
Constats : L'exploitant a transmis, avant l'inspection, les rapports de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) n° 950S0/24/6002 du 21/11/2024 et n° 950S0/24/4744 du 13/09/2024 réalisés par SOCOTEC. L'exploitant avait présenté, lors de l'inspection de 2024, le rapport de vérification et le certificat Q19 réalisé en 2023. L'exploitant procède à la vérification annuelle de ses installations électriques. Le vérificateur conclut à une absence d'anomalie. L'exploitant informe l'inspection des installations classées que les vérifications par thermographie se feront désormais semestriellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 54
Thèmes : Risques accidentels, Détection de niveau de liquide insuffisant
Prescription contrôlée : Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant explique que le bon fonctionnement de l'asservissement du chauffage de bain au détecteur de niveau est testé de manière hebdomadaire. Ce contrôle est actuellement réalisé par le responsable maintenance. Les opérateurs seront prochainement formés pour réaliser ce contrôle. Lors de la visite, il a été constaté que le contrôle est renseigné sur un registre depuis le mois d'avril 2025. La présence de la double sonde de niveau a été constatée sur un des bains chauffés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 19-1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'une élévation anormale de la température

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : (...) dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. (...)

Constats :

Constats de l'inspection 2024 :

L'exploitant avait expliqué que des échanges étaient en cours avec le fournisseur de l'installation de détection automatique d'incendie pour compléter le dispositif en mettant en place des sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Il avait évoqué des difficultés techniques.

Constats de l'inspection 2025 :

L'exploitant explique qu'une sonde a été placée dans la gaine de ventilation. Le système est effectif depuis le 23/04/2025. La sonde se déclenche à 80°C.

Une maintenance particulière est mise en place du fait de la corrosivité de l'air aspiré.

Lors de la visite, il a été constaté la présence de la sonde dans la gaine de ventilation.

Il a également été constaté la présence de détecteurs incendie dans les armoires de stockage des produits inflammables (à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment d'exploitation).

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article 19-2

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées que les asservissements ont été mis en place le 23/04/2025, en même temps que la sonde dans la gaine de ventilation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2023, "les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent."

L'exploitant veille, lors de la prochaine vérification, à ce que le vérificateur réponde à l'arrêté

ministériel du 30 juin 2006 modifié par l'arrêté du 20 avril 2023 en matière de lutte contre l'incendie et détaille ses observations par articles (en particulier, la vérification du bon fonctionnement des asservissements sera tracée).

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émission :

a) Installations de traitement de surfaces

Point de rejet et débit	Paramètres	Concentration en mg/Nm ³
N°1 22 000 Nm ³ /h	Acidité totale exprimée en H	0,5
	HF, exprimé en F	2
	Alcalins, exprimés en OH	10
	NOx, exprimés en NO ₂	200
	Dioxyde de soufre (SO ₂)	100

b) Installations d'application de peintures

Point de rejet et débit	Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) Concentration en mg/Nm ³
N°2 Débit : 20 900 Nm ³ /h	100
N°3 Débit : 14 700 Nm ³ /h	100

Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses :

Rejets des installations de traitement de surfaces – Rejet n°1

Paramètres	Fréquence
Débit	annuelle
Acidité totale exprimée en H	annuelle
HF, exprimé en F	annuelle
Alcalins, exprimés en OH	annuelle
NOx, exprimés en NO ₂	annuelle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	annuelle

Rejets des cabines d'application de peintures automatique et manuelle – Rejets n°2 et n°3

Paramètres	Fréquence
Débit	annuelle
COVNM	annuelle
Chromate de strontium	annuelle
Diffus *	annuelle

* le paramètre des rejets diffus est obtenu par rapport au bilan matières repris au plan de gestion des solvants mentionné à l'article 3.2.6 du présent arrêté.

<p>Les mesures portent sur les rejets des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations de traitement de surfaces (rejet n°1), - sas d'application de peinture automatisée + local broirie + sas de désolvatation (rejet n°2), - sas d'application de peinture manuelle + local broirie + sas de désolvatation + four de cuisson (rejet n°3).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, avant l'inspection, le rapport de mesures des rejets atmosphériques n° 134772046-001-1 du 4/04/2025 réalisé par APAVE.</p> <p>L'exploitant avait présenté, lors de l'inspection de 2024, les mesures réalisées en 2024.</p> <p>L'exploitant procède à la surveillance annuelle de ses rejets.</p> <p>Résultats de l'installation de traitement de surface :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit : 13 430 Nm³/h - VLE : 22 000 Nm³/h • NOx : 0,0 mg/Nm³ - VLE : 200 mg/Nm³ • SO2 : 0,1 mg/Nm³ - VLE : 100 mg/Nm³ • HF : 0,0 mg/Nm³ - VLE : 2 mg/Nm³ • Acidité totale : 0,0 mg/Nm³ - VLE : 0,5 mg/Nm³ • Alcalinité totale : 0,7 mg/Nm³ - VLE : 10 mg/Nm³ <p>Résultats du point de rejet 2* :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit : 8 890 Nm³/h - VLE : 20 900 Nm³/h • COVNM : 35,4 mg/Nm³ - VLE : 100 mg/Nm³ <p>Résultats du point de rejet 3* :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit : 8 430 Nm³/h - VLE : 14 700 Nm³/h • COVNM : 11,5 mg/Nm³ - VLE : 100 mg/Nm³ <p>* chromate de strontium : voir point de contrôle n°10.</p> <p>Les résultats des mesures respectent les VLE de l'arrêté préfectoral. Les débits sont inférieurs aux débits prescrits dans l'arrêté préfectoral. Cependant, l'exploitant explique qu'il s'agit des débits normaux de fonctionnement des installations.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-3-b
Thème(s) : Risques chroniques, Temps effectif d'application de peinture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps effectif d'application de peintures des cabines en fonctionnement normal est limité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 heures par jour pour la cabine automatisée soit 1000 heures par an ; - 4 heures par jour pour la cabine manuelle soit 1000 heures par an.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il y a eu 9 dépassements de temps de fonctionnement journalier au cours de l'année 2024.</p> <p>Ces dépassements ont tous été expliqués par des fuites d'air au niveau des pistolets d'application et ne correspondent pas à des temps d'application de peinture.</p> <p>La somme des temps annuelle sur les 2 cabines est de 1856 heures et est inférieure aux 2X1000 heures prescrites dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°9 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-6 et 3-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : En cas de consommation supérieure à 1 tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties des solvants des installations concernées qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées. Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 25 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : L'exploitant a remis, avant l'inspection, le Plan de gestion de solvants (PGS) 2024 réalisé en interne à partir des consommations de l'année 2023. Pour l'année 2023, la quantité de solvants consommés est de 2,560 tonnes, soit supérieur à 1 tonne. Le pourcentage d'émissions diffuses est de 17,01 % donc conforme à l'arrêté préfectoral (25%).
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Cas du chromate de strontium
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques de chromate de strontium sont maintenues en permanence à un flux horaire inférieur à 0,4g/h et sont limités à 400g/an. Ces flux correspondent au cumul des 2 points d'émission du site.
Constats : L'exploitant a transmis, avant l'inspection, le rapport de mesures des rejets atmosphériques n° 134772046-001-1 du 4/04/2025 réalisé par APAVE. Le flux horaire total de chromates de strontium mesuré est de 0,0158g/h, soit inférieur au seuil défini dans l'arrêté préfectoral (VLE flux horaire < 0,4 g/h). L'exploitant estime à 1856 heures sur 232 jours le fonctionnement des 2 cabines, le flux annuel est donc de 29g/an, soit inférieur au seuil défini dans l'arrêté préfectoral (VLE flux annuel < 400g/an). L'exploitant a demandé à son fournisseur de peinture une explication sur la répartition des chromates gazeux/particulaires constatés lors des dernières mesures. Aucune explication n'a pu être apportée à ce sujet à ce stade. Par ailleurs, l'exploitant indique changer le 1 ^{er} filtre 2 fois par semaine pour la cabine automatique et 1 fois par semaine pour la cabine manuelle et le 2 ^{ème} filtre tous les 2 à 3 semaines. L'exploitant informe l'inspection des installations classées que le différentiel de pression est surveillé au niveau des premiers filtres et permet de savoir si un changement est nécessaire. Ce système sera également mis en place très prochainement pour le 2 ^{ème} filtre.
Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 4-4-8
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement eaux industrielles
Prescription contrôlée : Le site n'est pas générateur d'eaux résiduaires (eaux industrielles). Les eaux issues des activités de traitements de surfaces sont traitées in situ au travers d'une installation de régénération

permettant d'atteindre l'objectif « zéro rejet ». Les résidus issus de cette opération sont éliminés comme des déchets.
Constats : Les résidus issus de l'opération du traitement des eaux industrielles (boues) sont éliminés en tant que déchets dangereux. L'exploitant présente le BSD n° 20250514-DGVQYTFW3 du 14/5/2025, d'enlèvement d'environ 1,2 tonnes de boues issues du traitement des eaux industrielles (code déchets : 19 08 13* : concentrats). Les boues ont été prises en charge par la société SOREDI, spécialisée dans la collecte des déchets dangereux (N° SIRET : 33320270300059), basée à Saint Viaud (44). Elles ont été acheminées vers la société SEDIBEX, société spécialisée dans le traitement et l'élimination des déchets dangereux, basée à Sandouville (76). Le BSD est correctement renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5-1-6
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets
Prescription contrôlée : [...] Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. [...]
Constats : Un BSD de déchets « acides » a été consulté, par sondage. Il a été choisi parmi les déchets produits les plus représentatifs (20 tonnes d'acides sur 76 tonnes produits en 2024). Il s'agit du BSD n° 20250514-Z60GQQPFS du 14/05/2025 de déchets "acides" (code 06 01 06* : acides), estimé à l'émission à 0,7 tonnes (quantité validée à réception à 2,5 tonnes). Les déchets ont été pris en charge par la société SOREDI, spécialisée dans la collecte des déchets dangereux (N° SIRET : 33320270300059), basée à Saint Viaud (44). Elles ont été acheminées vers la société SEDIBEX, société spécialisée dans le traitement et l'élimination des déchets dangereux, basée à Sandouville (76). Le BSD est correctement renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Rétention des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8.4.2-I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des liquides
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

<ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Le GRV contenant les eaux de rinçage, afférentes au traitement des eaux industrielles, est disposé à même le sol, sans rétention associée.</p> <p>L'exploitant explique que les eaux de rinçage sont versées ponctuellement par des opérateurs via des bidons, dans le GRV.</p> <p>Aucune rétention n'a été mise sous le GRV afin d'éviter le risque de chute des opérateurs et le risque de renversement des bidons qui seraient, dans ce cas, manipulés à bout de bras.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre une solution afin que le stockage des eaux de rinçage soit mis sous rétention, sans risque pour les opérateurs.</p> <p>Comme évoqué lors de l'inspection, la diminution du volume de stockage permettrait de remédier aux difficultés rencontrées.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°14 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 11-2-3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site, deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, avant l'inspection, les rapports de suivi semestriel de qualité des eaux souterraines de mai 2024 et d'octobre 2024 (n° affaire 54110603) ainsi que le bilan quadriennal (n° affaire 54334191) réalisés par DEKRA.</p> <p>Depuis octobre 2016, le suivi piézométrique a mis en évidence des anomalies en orthophosphates, sodium et arsenic sur les trois ouvrages du même ordre de grandeur. Depuis la campagne d'avril 2023, on observe une augmentation en chlorures sur l'un des ouvrage (Pz1Bis).</p> <p>On peut noter une augmentation des teneurs entre l'ouvrage Pz3 situé en amont et l'ouvrage Pz1 Bis situé en aval d'un facteur de 6,5 lors de la dernière campagne d'octobre 2024.</p> <p>Cette augmentation de teneurs pourrait potentiellement provenir des activités du site.</p> <p>DEKRA recommande le maintien du suivi selon une périodicité semestrielle du fait de la poursuite des activités sur site en suivant le programme analytique précisé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2021.</p> <p>L'augmentation de la concentration en chlorures entre l'amont et l'aval montre qu'il y a un apport en chlorures au niveau du site.</p> <p>L'exploitant explique que cet apport peut provenir de l'osmoseur, équipement faisant partie du système de traitement des eaux industrielles. Les rejets de l'osmoseur se font dans le réseau d'eau pluviale. Ce dernier peut être fuyard et peut provoquer une pollution des eaux souterraines.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant recherche les voies de transfert des chlorures présents dans les rejets de l'installation de traitement des eaux et les eaux souterraines et le cas échéant, y remédie.

L'exploitant poursuit la surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois